

A l'école de l'élite européenne

Le Collège d'Europe, à Bruges, est la matrice de la haute fonction publique européenne. Visite d'une « auberge espagnole » de luxe à la formation ultrasélective.

LE MONDE | 11.12.2016 à 18h42 | Par Cécile Ducourtieux (*journaliste/cecile-ducourtieux*) (Bruxelles, bureau européen)

C'est au petit matin que Bruges est la plus magique. Les touristes n'ont pas encore envahi le béguinage ni la grand-place de la vieille cité hanséatique, la brume tarde à se lever sur les canaux. Pas une voiture, à peine quelques vélos, juste le silence et ces splendides alignements de façades à pignons tout droit sorties de l'âge d'or de la ville, quand au XV^e siècle, elle était encore le premier marché au drap du monde occidental.

Dans cet écrin médiéval, chef-lieu splendide mais un peu mortel de la province belge de Flandre-Occidentale, s'est installée depuis 1949 une véritable institution de l'Union européenne (UE), aussi discrète que prestigieuse : le Collège d'Europe. Cet établissement d'enseignement post-universitaire, quasiment inconnu en France, hormis des filières « Europe » de Science Po Paris, Lille et Strasbourg, est pourtant considéré comme l'école de l'élite européenne.

Une vraie « mafia », « parce qu'on s'entraide beaucoup »

Début novembre, un selfie sur Twitter a suscité la curiosité. Il avait été posté depuis le collège par Margaritis Schinas, le chef des porte-parole de la Commission. Ce natif de Thessalonique, en Grèce, se félicitait que cinq des onze membres du cabinet Juncker – dont lui – fussent d'anciens « brugeois ». Il était venu à Bruges, avec le président de la Commission européenne, prononcer le discours de rentrée de la promotion John Maynard Keynes. Une intervention un peu décalée : la critique antiélites battait déjà son plein et on était à quelques heures de l'élection du milliardaire populiste Donald Trump aux Etats-Unis.

Quelle est cette formation ultra sélective, où des étudiants venus de toute l'Europe sont choisis sur dossier par le ministères des affaires étrangères de leur pays ? A Bruxelles, il est quasiment impossible de traverser les places Schuman ou Luxembourg, les deux épicrocentres du quartier européen, entre Commission, Conseil et Parlement, sans croiser au moins un ex-brugeois.

Car le collège, c'est la plus belle carte de visite du microcosme bruxellois, une vraie « mafia » au dire de nombreux fonctionnaires ; « *parce qu'on s'entraide beaucoup* », reconnaît M. Margaritis, promo 1986. Ses membres partageraient aussi quelque chose de très fort : la foi en l'Union. « *On est des believers* », ajoute ce haut fonctionnaire grec parfaitement quadrilingue.

En cette fin 2016, annus horribilis pour l'Union (Brexit, crise des migrants, référendums perdus aux Pays-Bas, en Italie...), il fallait vérifier si Bruges était toujours ce sanctuaire, cette belle machine à former les cadres de l'UE qu'avait imaginée son principal fondateur, Salvador de Madariaga, un diplomate espagnol antifranquiste, dans la foulée du congrès de la Haye (1948), qui posa les premiers jalons de la construction communautaire.

« Apprendre à tout mener de front »

Depuis Bruxelles, il faut à peine une heure en train pour s'y rendre. Passée la gare, son café Starbucks et son centre d'affaires, on plonge littéralement dans la carte postale. Derrière l'austère façade du Dijver, le bâtiment principal du collège, à deux pas de l'antique marché aux poissons, la promo Keynes s'active – 330 étudiants qui planchent sur leurs examens de fin de premier semestre.

Ils croulent sous le travail et il faut aller à la cantine commune, le Garenmarkt, pour avoir une chance de les croiser. « *Ils doivent apprendre à tout mener de front, c'est le lot des fonctionnaires à la Commission* », relève le recteur du collège, Jörg Monar, un Allemand parfaitement francophone – dans la plus pure tradition des institutions européennes, le français est à Bruges l'une des deux langues de l'enseignement, avec l'anglais.

Tout est fait, pendant les dix mois que dure la scolarité, pour inculquer à ces jeunes gens l'« esprit de Bruges », à moins que ce ne soit celui de Bruxelles... Jacques Delors, ancien président de la Commission (de 1985 à 1995), figure tutélaire européenne s'il en est, le définissait ainsi : « *La recherche amicale de l'unité dans le respect des diversités.* »

Pour atteindre cet objectif, l'établissement est doté d'un cadre de travail un peu particulier, inspiré des collèges britanniques. Les étudiants logent dans sept résidences disséminées dans la vieille ville, les nationalités sont forcément mélangées (une cinquantaine pour la promo Keynes, dont plus de 20 % de non-communautaires). Ils y dorment, y petit-déjeunent, y palabrent dans quatre, cinq ou six langues. « *Et tant pis si, au début, des Allemands se plaignent du bruit que font les Espagnols* », balaie Jörg Monar.

C'est un peu l'auberge espagnole, mais de luxe : l'année coûte 24 000 euros et pour ce prix, le collège décharge les élèves de tout souci matériel (linge, repas, etc.). « *Je n'ai pas fait la vaisselle pendant un an* », témoigne Jean-Sébastien Lefebvre, promo 2009, devenu journaliste à Bruxelles après être passé par le campus de Natolin, une réplique de Bruges créée en 1992 au sud de Varsovie pour accompagner l'élargissement à l'est de l'Union.

La conséquence ? Une socialisation intense : « *On vit tous ensemble vingt-quatre heures sur vingt-quatre, forcément, il y a plein de liaisons qui se forment.* » « *L'école les encourage presque* », témoignent des élèves rencontrés à la cantine. « *C'est le collège des mariages* », confirme Margaritis Schinas, qui a fait la connaissance de sa femme à Bruges, « *une ville si romantique* », soupire-t-il.

Comme beaucoup d'anciens, Yves Bertoncini, promo 94, directeur de l'Institut Jacques-Delors à Paris, est lui aussi intarissable : « *C'est un super Erasmus, j'y ai appris tous les hymnes nationaux de l'Union sous la douche !* » Ce qu'il lui en reste ? « *Dès que j'ai une question, j'appelle mon condisciple espagnol, ou italien, ou autre, pour prendre la température des pays membres.* » Un réflexe typique de la « bulle » bruxelloise.

Cours spécifique sur le Brexit

Bruges, c'est aussi une formation académique de premier plan. Encore une des mieux calibrées pour préparer au travail quotidien dans les institutions de l'Union, malgré la concurrence de dizaines d'autres formations désormais en Europe. Son secret ? Ses professeurs sont quasiment tous « invités » et pour une bonne part, il s'agit de praticiens de la Commission, du Conseil et du Parlement européens.

Ainsi du Britannique et ex-brugeois Jonathan Faull, un des hauts fonctionnaires les plus appréciés de la Commission. Entre autres « pointures » : Herman Van Rompuy, ancien président du Conseil européen, qui anime un séminaire sur « *le leadership dans l'UE* ».

Plusieurs fois dans l'année, les brillants brugeois ont droit à des visites de prestige. Cela tient presque du pèlerinage : tous les chefs d'Etat de l'Union ont fait le déplacement au Collège. L'Espagnol Mariano Rajoy, le président chinois, Xi Jinping, en 2014, mais aussi Angela Merkel en 2010, François Mitterrand en 1987, et même Margaret Thatcher l'année d'après. En avril, Emmanuel Macron a sacrifié à l'usage. Il a longuement répondu à la question « *Quelle Europe pour la nouvelle génération ?* » et a visiblement emballé l'assistance. « *S'il avait fallu voter, il aurait été élu* », s'amuse Anne-Sophie Perraut, élève en filière juridique au Collège. Seul François Hollande manque encore à l'appel, au grand regret de monsieur le recteur.

Le collège a beau être un superbe cocon, impossible de faire comme si la construction européenne n'était pas plongée dans la pire crise de son histoire. Son enseignement s'adapte donc. Michèle Chang, professeur au département « politique », énumère : Cécile Leconte, enseignante à Science Po Lille, et Roger De Weck animent une session sur l'Euroscepticisme. Il y a aussi un cours spécifique sur le Brexit, huit heures au total.

Certains élèves en réclament davantage : « *J'ai passé le week-end chez moi, en Sicile, la migration y est une très grosse préoccupation, et ici on n'en parle presque pas* », regrette Monica Muscio, en section « international ». Car les brugeois doutent, débattent, cogitent, même si « *l'Union, on y croit tous, sinon on ne serait pas là* », nous assure Anne-Sophie.

Rik Mortier, un volubile Franco-Belge, section « international », cite cette récente joute ayant opposé

les tenants de la méthode communautaire (les Etats cèdent un peu de souveraineté à la Commission) à ceux de la méthode intergouvernementale (les chefs d'Etat prennent les décisions sans la consulter) : « *C'était à 50/50, la preuve qu'on n'a pas de tabou !* »

Ils ont aussi prévu d'inviter en janvier 2017 Paul Magnette, le président socialiste de la région wallonne, qui a failli faire capoter l'accord de libre-échange avec le Canada, et avec ce traité toute la stratégie commerciale de la Commission européenne.

Agacés par la critique des élites

Même la critique des élites ne leur fait pas peur, mais elle les énerve un peu. « *On est de la classe moyenne, tous nos parents ne sont pas diplomates, loin de là* », assure Monica, qui évoque le système des bourses attribuées sur des critères sociaux. « *Chez moi, les gens ne savent même pas combien d'Etats membres compte l'Union* », ajoute un autre étudiant.

Mais dès qu'on creuse, beaucoup prennent la défense de Bruxelles et accusent les médias et les Etats membres de « *ne pas parler assez de l'Europe en termes positifs* ». L'affaire Barroso ? « *Dommage qu'on mette ce pantouflage [de l'ex-président de la Commission chez Goldman Sachs] sur le dos de la Commission Juncker* », regrette Harrison Dans, un Belge de la section juridique. « *On ne parle de l'UE que quand ça va mal, au 20 heures* », peste Anne-Sophie. On croirait presque entendre les « *Bruxellois* », fonctionnaires et journalistes confondus, désolés que la matière européenne soit si complexe, et du coup, depuis des années, si peu relatée et si négativement présentée dans les pays membres.

Lire aussi : **Conflits d'intérêts et pantoufflages ternissent la Commission**

(economie/article/2016/10/15/conflits-d-interets-et-pantoufflages-ternissent-la-commission_5014244_3234.html)

Pour autant, la plupart continuent à vouloir « monter » à la capitale, Bruxelles donc. Même si « *on ne rêve pas tous d'aller travailler à la Commission* », affirme Rik. Et pour cause : une des conséquences des crises à répétition de l'Union, c'est aussi que les postes de fonctionnaire européen se sont raréfiés. A en croire un récent sondage de l'association des anciens brugeois (ils sont plus de 12 500), seuls 13 % d'entre eux travaillent à la Commission. Le concours externe est quasiment inaccessible, même pour les élèves du Collège d'Europe. Ils visent plutôt une inscription au *blue book*, une base de données de CV dans laquelle l'institution choisit ses stagiaires.

Du coup, pragmatiques, les brugeois terminent, en majorité, assistant parlementaire ou atterrissent dans les cabinets d'avocats et les lobbies bruxellois. Fabien Miclet, un ancien du campus polonais de Natolin, juge ces parcours sévèrement : « *Certains se disent juste qu'ils veulent faire une super-carrière à Bruxelles, et peu importe où. C'est assez dangereux.* »

Lui aussi est monté à Bruxelles, a tâté du Parlement et des lobbies, mais il n'a pas tenu longtemps. Désormais, il coordonne une plate-forme de financement de jeunes musiciens depuis l'Ancienne Belgique, une salle de concert mythique derrière la grand-place. Mais il est resté très idéaliste : il trouve que les dirigeants n'apportent plus aucun souffle au projet européen. « *Ils ne font plus que gérer la boutique* », lâche-t-il.